

DIASPORA HAITIENNE

**POSSIBILITES DE CO-FINANCEMENT DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE EN HAITI**

1992 – 2002,

**DIX ANS APRES
QU'EST-CE QUI EST ENCORE POSSIBLE ?**

PORT-AU-PRINCE, JUILLET 2002

RONEL CERAN

En l'an 2002, au mois de mai, nous avons été sollicité par la IAF pour la mise à jour des résultats des travaux que nous avons réalisés 10 ans avant sur les possibilités et la volonté de la diaspora haïtienne vivant en Floride de participer avec la IAF au co-financement de projets de développement communautaires en Haïti. Cette idée de co-financement se réaliserait en partenariat avec la IAF qui matcherait l'équivalent de la somme disponible au niveau des organisations établies en Floride pour quelque soit le projet pensé par ces organisations haïtiennes en faveur de leur patelin ou autres zones du pays pourvu qu'il vise au développement communautaire.

Les travaux réalisés en 1992 au niveau de la diaspora haïtienne du sud de Floride et qui devraient être mis à jour avaient mis en évidence le suivant:

- L'existence d'associations très dynamiques, structurées sur la base de leur origine communale haïtienne et dont les principales initiatives consistaient à appuyer financièrement certaines activités de développement dans leur commune d'origine, à maintenir le contact entre eux et à renforcer leur solidarité
- Le fonctionnement d'associations socio-professionnelles dont certaines avaient déjà donné leur contribution à des activités communautaires en Haïti pendant que d'autres avaient en vue le financement de projets communautaires
- Les églises, catholique et cultes réformés, dans le cadre de leurs services sociaux apportaient de l'aide humanitaire et d'autres services à la communauté en général (l'église catholique) et essentiellement à leurs membres (les cultes réformés)

En plus de leurs activités en diaspora, les églises réformées faisant partie des missions internationales, parrainaient certaines activités communautaires entreprises par des églises sœurs en Haïti

- L'existence de leaders et de leur groupe politique dont la motivation était essentiellement politique au sein desquels certains créaient des fondations qui fournissaient des aides humanitaires ponctuelles à certains milieux en Haïti et avaient certains projets en perspective pour le pays
- Des hommes d'affaires qui se retrouvaient dans le commerce, l'import export et la vente de services. Certains d'entre eux, en particulier ceux-là qui étaient dans la vente de services avaient érigé un système d'exploitation déloyale au détriment de la grande majorité, ignorante des multiples contours du système américain. De manière générale, ils n'avaient jamais vraiment manifesté un grand intérêt pour les activités communautaires même quand ils étaient sollicités; enfin,
- Des particuliers qui étaient des ouvriers travaillant pour la plupart dans les champs. Ils étaient en général en butte à des difficultés énormes et

subissaient le poids de l' exploitation à cause de leur ignorance du fonctionnement du système américain.

Au terme de cette étude, il était ressorti que tous les secteurs rencontrés se disaient intéressés pour une raison ou une autre au développement d' Haiti. Cependant, il faut préciser que le secteur qui présentait à l'époque des potentialités organisationnelles et qui se sentait effectivement concerné par le développement communautaire en Haiti restait celui des organisations communales et dans une moindre mesure celui des organisations socio-professionnelles dans la mesure où elles y ont déjà participé de manière désintéressée.

Cependant elles avaient trouvé le moment inopportun pour ce partenariat et elles n'étaient pas disposées à reprendre leur participation aux activités communautaires en Haiti tant que la situation ne redeviendrait normale et ne leur inspirerait confiance.

Quant aux autres secteurs, exception faite des hommes d' affaires constamment accrochés au profit et à l' élargissement de leur business, ils trouvaient intéressante l' idée de la IAF et souhaitaient son approfondissement. Cependant, compte tenu de toutes les difficultés économiques et financières de certains de l' approche exclusiviste et assistanciale pratiquée par d' autres, et enfin les risques de récupération politique potentielle existantes à l'époque, nous avons jugé qu'il ne serait pas prudent de les considérer comme des secteurs potentiels intéressés à l' idée de co-financement d' activités communautaires en Haiti.

CONTEXTE DE L' ETUDE MENEES EN 1992

Au moment où cette étude était réalisée en 1992, nous sommes en plein coup d'état en Haiti. A ce moment la majorité de la population haitienne basée en Floride était définitivement mobilisée pour le retour à l' ordre constitutionnel. Cette population s' était un an avant en 1991 mobilisée pour une cause: le développement de son pays. Nous avons en tête la levée de fonds réalisée dans le cadre de la VOAM (Voye Ayiti Monte) qui avait permis de collecter plus d' un million de dollars dans la diaspora. Avec l' arrivée de Mr Aristide au pouvoir en 1991, cette diaspora dans presque tout son ensemble voyait la possibilité de changements réels en Haiti et s' était mise à rêver du jour où elle pourrait revenir chez elle et laisser la vie américaine dans laquelle elle ne se sentait pas réellement bien. Tout le monde rêvait de ce changement pour Haiti dont quelque part la situation les avait forcés à partir d'Haiti, en général pour des raisons d'ordre économique.

Nous avons alors passé environ un mois et demi à rencontrer des gens et des organisations dans une bonne partie du Sud de la Floride, depuis Miami jusqu'à Fort Myers en passant par Fort Lauderdale, Pompano Beach, Immocalee, Delray Beach etc.. et visitant certaines zones où vivaient des saisonniers haitiens embauchés dans la cueillette des tomates et autres fruits.

DIX ANS APRÈS: 2002

Pour la mise à jour de cette première étude nous n'avons malheureusement passé que six jours à rencontrer des gens et ceci encore malheureusement nous l'avons fait dans trois villes différentes: Miami, Montréal et Québec. On comprendra donc qu'en si peu de temps nous ne pouvons pas être aussi affirmatif dans nos conclusions de la même façon qu'on l'avait été en 1992. Ainsi ne pouvons-nous pas en toute honnêteté affirmer que les questionnements et les conclusions sont représentatifs de la diaspora haïtienne dans son ensemble.

Nous avons cependant noté cinq choses qui se vérifieraient probablement, notre temps d'étude eut-elle été plus longue.

1. La diaspora haïtienne de 2002 a changé par rapport à ce qu'elle était il y a dix ans. En effet, les enfants de cette diaspora ont grandi. La majorité d'entre eux se trouvent soit au collège, soit sont devenus adultes, avec leurs propres responsabilités. Les préoccupations de cette diaspora sont beaucoup plus maintenant d'ordre économique que d'ordre social et politique
2. Le rêve de revenir vivre en Haïti n'est plus aussi fort qu'il l'était il y a dix ans. L'impression première est que les gens se sont résignés à rester définitivement en dehors de leur pays malgré un certain malaise lié à certains problèmes d'adaptation qui demeurent encore comme on l'avait découvert en 1992.
3. Les gens sont dégoûtés de la situation politique en Haïti. Ils ne sont plus aussi fermes qu'avant dans leur support à un quelconque homme politique. En fait il semble qu'ils ne sont plus prêts à vouloir se sacrifier comme en 1992 pour le changement en Haïti si ce changement doit s'identifier à un homme politique quelconque. Les politiciens Haïtiens vivant en Haïti ne sont plus en faveur dans la diaspora, de quelque bord que puissent être ces politiciens.
4. Les Haïtiens sont fatigués de la crise politique en Haïti qui selon eux doit trouver une solution. Paradoxalement, en 1992, les gens jugeaient le moment inopportun tant que que la situation de coup d'état persistait; en 2002, malgré que la situation constitutionnelle soit redevenue à la normale, on sent cette réticence à une participation massive dans des investissements en Haïti tant que la situation de crise ne se sera pas clarifiée et finalement,
5. La diaspora haïtienne est pauvre.

Nous pensons qu'il est également important de souligner deux autres faits qui ont une importance particulière sur l'attitude vis-à-vis de Haïti.

D'abord, quantité d'Haïtiens vivant aux États Unis ont pu, vers le milieu et la fin de la décennie 90, obtenir la résidence américaine et nombre d'entre eux sont rentrés visiter Haïti. Ils en sont repartis désillusionnés. Ils ont pu en effet de visu constater la dégradation accélérée du pays tant au niveau économique qu'au niveau politique.

Ensuite, le développement de l'internet a favorisé énormément la communication entre les gens de la diaspora et leurs parents et amis restés en

Haiti via les appels téléphoniques effectués à partir des cybercafés dans un sens ou dans l'autre; l'internet a également constitué un vecteur d'information différent des courroies traditionnelles où les informations transmises par radio ou les journaux par exemple, qui constituaient les rares sources d'information, étaient dans le passé en général biaisées parce que diffusées en faveur ou contre des intérêts politiques ou économiques. Les gens depuis quelque temps disposent d'informations beaucoup plus fiables, probablement plus objectives et de sources plus diversifiées.

Ils ont pu se faire leur propre impression de leur pays. Ils ne sont plus dirigés.

CEPENDANT, MALGRE TOUT, CE REVE DE CHANGEMENT EXISTE ENCORE ET LES GENS VEULENT Y PRENDRE PART. UNE CONDITION EST CEPENDANT NECESSAIRE: ILS ONT BESOIN D'ETRE RASSURES, ILS ONT BESOIN D'AVOIR CONFIANCE.

Toutefois, nous avons senti à travers leur questionnement le besoin de réponses à des préoccupations qui si elles ne sont pas adressées pourraient avoir un impact négatif sur cette volonté. Ces questions ont porté sur leurs enfants, sur la situation politique haïtienne, sur la gestion des choses de l'état par l'actuel gouvernement et sur d'autres

Nous reprenons ici sans les sérier nécessairement les différentes questions qui nous ont été posées et que nous présentons au lecteur de ce texte:

1. Les problèmes d'Haiti sont-ils aujourd'hui économiques seulement?
2. Ne faudrait-il pas d'abord que la crise politique soit résolue?
3. Pourquoi n'a-t-on jamais rendu compte de l'utilisation de l'argent ramassé en diaspora pour des activités en Haiti, particulièrement l'argent de la VOAM (Voye Ayiti Monte)?
4. Qu'est-ce qui a été réalisé avec l'argent des Petits Projets à la Présidence?
5. Comment des Haïtiens vivant en Haiti ne pouvant prétendre disposer d'un salaire quelconque peuvent-ils justifier leur enrichissement pour lequel on ne trouve aucune explication claire?
6. Le pays est-il réellement gouverné par les actuels tenants du pouvoir?
7. Pourquoi en mai 2000 le pouvoir actuel n'avait-il pas donné les neuf postes de sénateurs contestés par l'OEA et l'opposition
8. Pourquoi l'avoir fait seulement neuf mois après quand ce geste n'a plus la même portée que s'il avait été fait un an avant?
9. Pourquoi y-a-t-il autant d'actes de zenglendos en Haiti?
10. Pourquoi les chimères sont-ils tolérés par l'actuel gouvernement ?
11. Pourquoi tant de gens impliqués dans le trafic de la drogue ne sont pas inquiétés?
12. Pourquoi autant de dépenses somptueuses faites par le gouvernement pour acquérir des maisons luxueuses pour le Premier Ministre et l'ancien Président Préval?
13. Que veulent les politiciens Haïtiens pour le pays?

14. N'y a-t-il pas chez eux un manque de vision?
15. Pourquoi y a-t-il tant d'insécurité dans le pays?
16. Que fait la police nationale d'Haiti?
17. Pourquoi est-elle aussi absente?
18. Pourquoi la justice est-elle tellement corrompue?

Autant de questions qui nous ont été posées et auxquelles nous n'avons pas vraiment voulu donner de réponses.

Plus, une autre série de questions nous paraît extrêmement importante et nous en avons réservé la présentation pour la fin. En effet, la réponse à celles-ci va effectivement être déterminante dans toute participation de la diaspora à des contributions au développement de Haiti ; elles concernent essentiellement les enfants des gens de la diaspora :

1. Nos enfants voudront-ils un jour revenir en Haiti?
2. Le peu qu'ils connaissent d'Haiti les inclinent-ils à s'y intéresser?
3. Quel est leur réel degré d'attachement pour Haiti?
4. Veulent-ils quelque chose pour Haiti?
5. Voudront-ils un jour revenir en Haiti et nous y accompagner éventuellement.

Une situation de déchirement se manifestant entre l'attachement des parents pour une Haiti qui en fait n'existe plus comme les gens l'imaginent sinon justement dans leur esprit, et cet autre attachement à une progéniture qui quelque part est plus importante que le pays lui-même. Et des considérations d'ordre également économiques de long terme se focalisant sur la survie du parent devenu vieux. La tradition haïtienne ne veut-elle pas en effet que les enfants s'occupent des parents quand ceux-ci deviennent vieux?

QU'EST-CE QUI EST POSSIBLE AUJOURD'HUI?

En 1992, nous avons identifié trois possibles scénarios qui auraient pu être envisagées par la IAF pour éventuellement développer cette idée de co-financement:

- a) Une approche globale
- b) Une approche sectorielle
- c) Une approche régionale

L'APPROCHE GLOBALE: La IAF mène une campagne intensive d'information sur ses activités en Haiti, présente officiellement son idée de financement de projets, sensibilise la diaspora haïtienne et détermine avec un bureau de coordination basé en diaspora les modalités de participation et de management

L'APPROCHE SECTORIELLE: Cette approche suggère que la IAF approche des secteurs bien déterminés où militent les professionnels. Etant donné que ces

associations disposent de structures organisées bien définies, la IAF trouve automatiquement des partenaires pouvant éventuellement disposer de ressources humaines, matérielles, et financières qui seraient investies dans leur domaine de professionnalisation: santé, éducation, travail social, formation etc...

L'APPROCHE REGIONALE: La IAF identifie les associations communales les plus intéressantes, planifie avec elles des interventions en Haiti, les deux mettent sur pied les procédures de coordination et de management et font une expérience pilote de collaboration pouvant s'élargir.

Aujourd'hui, en 2002, une autre approche est possible: la IAF ne se limite pas seulement en Floride; elle vise les plus grandes villes américaines et canadiennes telles New York, Boston, Chicago et Montréal, elle y identifie les associations ayant travaillé ou travaillant en Haiti et développe ce partenariat avec elles.

De toutes les façons, deux approches devraient être priorisées: d'abord, l'extension vers les grandes villes identifiées peu avant, et, parallèlement, le couplage associations communales de la diaspora et les églises comme identifié en 1992.

Et à ce moment la IAF pourrait envisager de travailler avec elles sur certaines des propositions que nous avons reçues de cette diaspora tant aux Etats Unis qu'au Canada:

1. Le financement de projets visant des investissements dans le macro plutôt que le micro
2. Des programmes d'échanges en éducation entre des jeunes Haitiens universitaires et les universités américaines et canadiennes
3. Des programmes d'éducation aux niveaux haut et moyen
4. Des programmes d'échanges entre professionnels haitiens et étrangers
5. Des programmes d'installation en Haiti, dans le monde rural, d'activités liées aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)
6. La vente d'haiti à travers le monde par une plus grande présentation des potentialités d'Haiti sur le WEB
7. La mise en place d'un système de coopératives de transfert d'argent en Haiti
8. Des projets à caractère environnemental surtout
9. Le financement de programmes d'éducation en environnement
10. Des activités de promotion du tourisme écologique en Haiti et à cet effet la mise en place de Bed and Breakfast tel que ceci se fait au Canada et finalement,
11. Le financement de toute tentative visant à créer une autre classe d'hommes en Haiti, avec une vision différente de ceux au pouvoir et/ou dans l'opposition aujourd'hui.

Port-au-Prince, Juillet 2002.